

contrôle l'exportation des céréales qui passent par cet élévateur qu'il connaît si bien et que celles-ci sont mises en commun et que les producteurs y participent à parts égales?

**M. Fulton:** Monsieur le Président, il est malheureux que le ministre ait pris mes paroles littéralement. Je sais bien qu'un agriculteur ne téléphone pas pour savoir si les cours sont montés à Tokyo avant de charger son camion pour aller à l'élévateur chercher ses céréales qui seront expédiées à Prince-Rupert, puis par bateau.

Si le ministre pense que c'est ainsi que fonctionne le système céréalier, il ne devrait pas être au Cabinet.

**M. Foster:** Monsieur le Président, je veux simplement faire une observation.

Le secrétaire parlementaire a dit qu'il importait de laisser au producteur la possibilité de livrer son grain. De toute évidence, il ne comprend pas que cette proposition de supprimer l'exonération des frais d'intérêt entraînera la disparition du programme. La Ontario Corn Producers Association estime que des quelque 1200 producteurs qui ont par le passé eu recours au programme, seuls une cinquantaine pourraient s'en prévaloir. On peut se demander si un groupe comme la Ontario Corn Producers se donnera même la peine d'offrir le programme.

En ce qui concerne les avantages, si l'on examine les documents fournis par cette association, on constate que les avantages de ce programme, que confère la possibilité de mettre en marché le grain plus tard dans l'année sans avoir à payer les intérêts pendant les mois d'automne et d'hiver pour la campagne agricole 1987, équivalent à 15 fois le coût du programme. En d'autres termes, les coûts pour le gouvernement s'établissaient à près de 1 million de dollars. L'avantage découlant de cette augmentation de prix pour les producteurs de blé de l'Ontario a été de l'ordre de 16 millions de dollars. C'est une augmentation de 15 pour 1. Ce n'est pas mal.

J'estime que le secrétaire parlementaire devrait respecter la loi, selon laquelle les versements doivent être effectués maintenant. La loi précise qu'on est censé verser cet argent aux producteurs de blé, à la Commission canadienne du blé et à d'autres groupes et que les intérêts sont pris en charge par le gouvernement fédéral. Vous devriez respecter la loi et verser maintenant cet argent à ces groupes parce que c'est le moment des

récoltes. Vous violez la loi en ne le faisant pas et vous devriez vous exécuter immédiatement.

**M. Fulton:** Monsieur le Président, je suis tout à fait de cet avis. Je trouve que le député a très bien exposé la situation et je suis certain que le secrétaire parlementaire n'essaiera même pas de réfuter son argument parce qu'il sait que nous avons raison de ce côté-ci de la Chambre. Nous savons qu'ils se conduisent mal envers les agriculteurs canadiens. Ils ne cherchent qu'à impressionner leurs amis du Fraser Institute et à Washington. Ils ne se soucient guère des répercussions possibles sur la communauté agricole. Je suis persuadé que le secrétaire parlementaire et le ministre n'oseront même pas réfuter les faits que le député et moi-même avons signalés aujourd'hui à la Chambre.

**M. Harvard:** Monsieur le Président, je crois que le député représentant la région de Prince Rupert a présenté des arguments révélateurs. Permettez-moi simplement d'ajouter quelques mots. Les ministériels n'ont pas cessé de répéter qu'il fallait adopter ce projet de loi parce que les agriculteurs ont besoin d'aide.

Mais il faut bien préciser que les agriculteurs ne sont pas fautifs dans cette affaire. Nous avons déjà un programme que les agriculteurs utilisaient. Ce sont les ministériels qui l'ont détruit. Et aujourd'hui, ils nous supplient de les aider. Mettons, si vous le voulez bien, certaines choses au clair. Je veux aussi parler du fait que le gouvernement tente de cette façon d'amener les agriculteurs à l'aider dans sa lutte contre le déficit. Le député croit-il que c'est là une bonne façon de lutter contre le déficit? Est-ce une bonne façon d'éliminer le gaspillage? Est-ce, selon lui, une bonne façon d'épargner de l'argent ou croit-il que le gouvernement pourrait y arriver autrement qu'en attaquant les agriculteurs de cette façon?

• (1750)

**M. Fulton:** Monsieur le Président, je remercie le député de cette très bonne question. Quiconque a pris le temps de regarder ce qui se passe a certainement pu constater que l'encaisse des agriculteurs canadiens et leur revenu net, en tant que particuliers ou en tant que groupe, ne font que diminuer. C'est une situation très tragique. Le gouvernement a non seulement omis, mais il a refusé de percevoir 34 milliards de dollars auprès d'une petite poignée de sociétés rentables et de riches familles de notre pays. Pas 34 millions, mais bien 34 milliards de dollars. C'est le montant du déficit de l'année en cours.